

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye

N° 49 du 04 au 12.06.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

Dan GLAZEBROOK : Libye, Afrique et Africom : une catastrophe en cours (Counterpunch)

Jean Shaoul ; Les élections libyennes reportées pendant que les violences s'aggravent.

2 Sur le terrain

Au moins 23 morts en deux jours de combats.

. 3 Lutte pour la libération du territoire

3-1 [Une interprète libanaise de la CPI détenue en Libye pour "espionnage"](#).

3-2 La CPI réclame la libération de ses 4 membres arrêtés jeudi.

4 Politique

Les grandes manœuvres

4-1 Attaque contre la mission diplomatique américaine à Benghazi

4-2 [Un convoi de l'ambassade britannique attaqué à Benghazi.](#)

5 Des Canons ... pas du beurre

5-1 [Les chars sont entrés dans le principal aéroport libyen.](#)

6 Pays Arabes & voisins

1 Biélorussie

[Une confiance oubliée](#)

2 Turquie

[La Turquie a conclu un accord avec la Libye pour l'achat de pétrole.](#)

3 Tunisie

[Tunisie: divergences au sujet de l'extradition de l'ancien PM libyen.](#)

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 VIDEO : sarkozy-a-menace-de-mort-les-presidents-africains-qui-negociaient-entre-kadhafi-et-le-cnt

6 Dossier

Soufiane BEN FARHAT : La bannière US, l'étoile de David et le Croissant.

7 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Dan GLAZEBROOK ; Libye, Afrique et Africom : une catastrophe en cours.

8 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

8-1 Badis Guettaf L'Afrique et ses prétendants.

9 Annexe

Manlio Dinucci : [Que le colonialisme était beau...](#)

Tiré à part

Dan GLAZEBROOK : Libye, Afrique et Africom : une catastrophe en cours (Counterpunch)

La destruction du pouvoir régional indépendant qu'était la Libye a pavé la route pour la reconquête militaire de l'Afrique.

L'étendue de la tragédie que l'OTAN et ses alliés ont engendrée en Libye devient de plus en plus tristement évidente avec chaque jour qui passe. Les estimations sur le nombre des victimes varient, mais il semble qu'il y en ait eu au moins 50 000 ; à vrai dire, le ministère de la Défense britannique se vantait déjà en mai dernier que [la massacre avait fait 35 000 morts](#). Mais ce chiffre ne cesse d'augmenter. La destruction des forces de l'état par le blitzkrieg Anglais, Français et Etasunien a laissé le pays dans un état de totale anarchie - au pire sens du terme.

Les anciens "rebelles", qui n'avaient rien d'autre pour les unir que la volonté temporaire de servir de soldats au sol à l'OTAN, se retournent les uns contre les autres. [147 ont été tués](#) au cours d'un conflit interne dans le sud de la Libye plus tôt dans l'année, et ces dernières semaines des bâtiments gouvernementaux - [dont les quartiers du premier ministre](#) - ont été attaqués par des "rebelles" qui réclamaient leurs salaires. [1,4 milliards de dollars](#) leur ont déjà été versés - ce qui prouve une fois de plus que c'étaient les forces coloniales de l'OTAN, et non Kadhafi, qui employaient des "mercenaires" - mais les règlements ont été suspendus le mois dernier à cause du népotisme généralisé. La corruption devient générale - [2,5 milliards de revenus](#) du pétrole qui devaient être remis au trésor public se sont évanouis. Les ressources libyennes sont maintenant pillées à la fois par les multinationales pétrolières et par une poignée de familles issues des [nouvelles élites du pays](#) ; un schéma néocolonial classique. L'utilisation des ressources pour de grands projets d'infrastructure comme la Grande Rivière Artificielle (1) ainsi que la hausse massive du niveau de vie des habitants pendant les quatre dernières décennies (l'espérance de vie des Libyens est passée [de 51 à 77 ans](#) depuis l'arrivée au pouvoir de Kadhafi en 1969) ne sont apparemment déjà plus que des souvenirs, hélas.

Mais malheur à celui qui oserait le dire aujourd'hui. Il a été décidé il y a longtemps qu'[aucun partisan de Kadhafi ne serait autorisé à participer aux élections](#) à venir mais des décisions encore plus drastiques viennent d'être prises. [La loi 38](#), que le nouveau gouvernement imposé par l'OTAN a votée le mois dernier, a créé un nouveau crime : la "glorification" de l'ancien gouvernement ou de son leader est punie d'une peine qui peut aller jusqu'à l'emprisonnement à vie. Un commentaire aussi vague que de dire que les choses allaient mieux sous Kadhafi tombe-t-il sous le coup de la loi ? La loi est volontairement assez vague pour permettre toutes les interprétations. C'est la porte ouverte à la persécution étatique institutionnalisée.

La loi 38 est encore plus révélatrice du mépris du gouvernement pour l'état de droit - un gouvernement, souvenez-vous, qui n'a toujours pas le moindre mandat populaire et dont le seul pouvoir repose sur les forces armées coloniales. Cette loi accorde l'immunité à tous ceux qui ont commis des crimes dans le but "de promouvoir ou de protéger la révolution". Les responsables [du nettoyage ethnique de Tawergha](#) - telle que "la brigade pour purger le pays des noirs" comme elle s'est elle-même nommée - peuvent tranquillement continuer [leur chasse aux réfugiés de la ville](#) sachant qu'ils ont la loi de leur côté. Les [responsables des massacres de Syrte](#) et d'ailleurs n'ont rien à craindre. Ceux qui ont participé à la torture généralisée des prisonniers peuvent continuer à le faire en toute impunité - tant que cela "protège la révolution" - autrement dit tant que cela maintient la dictature de l'OTAN et du Conseil National de Transition (CNT).

Voilà la Libye d'aujourd'hui : la guerre civile y fait rage, les ressources sont pillées, la société s'effondre et le fait d'exprimer le regret du temps où la Libye était prospère et en paix est puni comme un crime tandis que le lynchage et la torture ne sont pas seulement permis mais encouragés.

De plus le désastre a dépassé les frontières. La déstabilisation de la Libye s'est propagée au Mali où elle a engendré un coup d'état et la fuite d'innombrables réfugiés - notamment parmi les noirs immigrés en Libye - vers les pays voisins ; ces réfugiés en essayant d'échapper à la fois aux attaques aériennes et au lynchage ont ajouté aux difficultés économiques d'autres pays. De nombreux [combattants libyens](#) qui ont fini leur travail en Libye sont maintenant transférés en Syrie par leurs maîtres impérialistes pour y répandre aussi leur violence sectaire.

Et chose plus inquiétante encore pour le continent africain, AFRICOM - le commandement militaire étasunien - progresse dans le sillage de l'agression contre la Libye. Ce n'est pas par hasard que seulement un mois après la chute de Tripoli - et au cours du mois où Kadhafi a été assassiné (octobre 2011) - les Etats-Unis ont annoncé qu'ils [envoyaient des troupes](#) dans pas moins de quatre pays africains - la République Centre Africaine, l'Ouganda, le Sud-Soudan et la République Démocratique du Congo. Et AFRICOM vient d'annoncer [14 importantes manoeuvres militaires conjointes](#) dans les pays africains en 2012, ce qui ne s'était jamais vu. La reconquête militaire de l'Afrique est en bonne voie. Rien de tout cela n'aurait été possible avec Kadhafi au pouvoir. En tant que fondateur, principal donateur et ancien président élu de l'Union Africaine, il exerçait une grande influence sur le continent. C'est en partie grâce à lui que les Etats-Unis ont été forcés d'installer le quartier général d'AFRICOM à Stuttgart en Allemagne quand l'organisme a été créé plutôt qu'en Afrique ; ils avaient offert de l'argent et des investissements à des gouvernements africains mais ces derniers ont refusé d'accueillir leurs bases. On estime que la Libye du temps de Kadhafi avait investi à hauteur de 150 milliards de dollars en Afrique et la proposition libyenne, avec un apport de [30 milliards de dollars](#) à la clé, de mettre en place une Banque de développement de l'Union Africaine aurait sérieusement diminué la dépendance financière de l'Afrique à l'Occident. Bref, la Libye de Kadhafi était le seul obstacle notable à la pénétration d'AFRICOM en Afrique.

Maintenant qu'il n'est plus, AFRICOM met les bouchées doubles. L'invasion de l'Irak et de l'Afghanistan ont montré les guerres qui faisaient des victimes occidentales n'étaient pas populaires en Occident ; AFRICOM est conçu pour que, dans les guerres coloniales qui seront lancées contre l'Afrique, ce soient les Africains eux-mêmes qui se battent et meurent et non des Occidentaux. Les forces de l'Union Africaine doivent être intégrées à AFRICOM sous commandement étasunien. Kadhafi ne l'aurait jamais accepté ; c'est pourquoi il devait être éliminé.

Et pour avoir une idée de ce que sera l'Afrique sous la tutelle d'AFRICOM, il suffit de regarder la Libye, le modèle africain de l'OTAN : un état condamné à des décennies de violence et de traumatisme et complètement incapable de nourrir sa population et de contribuer à l'indépendance de la région ou du continent.

Il faut absolument mettre un terme immédiat au nouveau colonialisme militaire en Afrique.

Dan GLAZEBROOK

28 mai 2012

Pour consulter l'original: <http://www.counterpunch.org/2012/05/25/libya-africa-and-afri...>

Notes : 1. http://fr.wikipedia.org/wiki/Grande_Rivi%C3%A8re_Artificiell...

Traduction : Dominique Muselet pour LGS

URL de cet article 16793

<http://www.legrandsoir.info/libye-afrique-et-africom-une-catastrophe-en-cours-counterpunch.html>

Jean Shaoul ; Les élections libyennes reportées pendant que les violences s'aggravent.

Le Conseil national de transition (CNT) au pouvoir en Libye a reporté les élections prévues pour le 19 juin dans un contexte d'escarmouches permanentes entre milices, d'enlèvements et d'arrestations. Les élections n'auront probablement pas lieu avant la mi-juillet au plus tôt.

Le mercredi, le consulat des États-Unis à Benghazi a été attaqué à la bombe et aux grenades, sans faire de blessés. Ce serait en représailles au meurtre du prêtre d'origine libyenne Abu Yahya al-Libi dans une frappe de drone américaine au Pakistan quelques heures plus tôt.

Au début de la semaine, une brigade de miliciens d'al-Afwiya avait brièvement pris possession de l'aéroport international de la capitale, Tripoli, et bloqué au sol tous les vols pour faire pression sur le CNT afin qu'il libère leur chef, Abu Ajila al-Habshi.

L'al-Afwiya n'est qu'un groupe parmi plus de 500 organisations "rebelles" armées qui ont lutté contre les forces de Kadhafi. Durant la guerre de l'OTAN, ils se sont emparés de différentes zones de la Libye, ainsi que de ses infrastructures et de ses fonds les plus importants et rentables, établissant des postes de garde le long des ses principales autoroutes. Une grande partie de ces gangs rivaux n'a toujours pas été dissoute, ni n'a été intégrée dans l'armée nationale, qui n'est elle-même guère plus qu'une milice de plus. Il y a eu des nouvelles régulièrement sur des combats entre ces groupes armés qui se taillent des "zones d'influence" dans les villes et villages libyens.

Le maintien de ces conflits montre que la justification donnée par l'OTAN à sa guerre pour un changement de régime – l'idée que cela amènerait la démocratie et les droits de l'homme – était un mensonge. Au lieu d'une « libération », le pays est confronté à des éruptions de violence et à la guerre civile.

Les élections, quand elles auront lieu et si elles ont lieu, ne seront qu'une parodie de démocratie. Elles désigneront une assemblée de 200 membres dont la première tâche sera de rédiger une nouvelle constitution, qui sera ensuite proposée en référendum. La loi électorale indique que seuls ceux ayant une « qualification professionnelle » peuvent se présenter comme candidat, rendant les candidatures ouvrières impossibles. Pratiquement toutes les personnes ayant collaboré à quelque niveau que ce soit au gouvernement de Kadhafi n'ont pas le droit de se présenter, à moins de démontrer « un soutien précoce et clair à la révolution du 17 février. »

Le gouvernement provisoire a également introduit de nouvelles lois controversées qui érigent en crime le fait de glorifier le régime précédent ou « d'insulter les objectifs de la révolution du 17 février. »

Mises ensemble ces lois restreignent les candidatures à un nombre relativement faible, et même celles-ci doivent passer par l'approbation de la Commission électorale.

Le report du vote n'a attiré que peu de commentaires de la part des puissances occidentales. Leur véritable intention en Libye était d'installer un gouvernement docile qui les autoriserait à garder le contrôle des réserves de pétrole lucratives du pays, à renforcer leur position géostratégique en Afrique du Nord, et à augmenter leur pénétration sur tout le continent africain. Pour cela, ils ont accordé leur soutien au CNT – un amalgame d'ex-piliers du régime, d'informateurs de la CIA et de fondamentalistes islamistes.

Au pouvoir, le CNT n'a que peu de crédibilité et son contrôle sur le pays reste fragile. Il a été contraint de s'en remettre à d'autres milices pour la sécurité et la justice pénale, ce sont des forces qui détiennent plus de 7000 prisonniers selon un rapport de janvier dernier publié par les Nations unies. Les groupes de défenses des droits de l'Homme ont accusé certaines d'entre elles d'abus manifestes contre leurs prisonniers.

Les tribus berbères à l'ouest du pays se sont plaintes de l'indifférence officielle et de la négligence du CNT. En mars, des luttes tribales ont éclaté au Sud du pays, tuant au moins 150 personnes. Des gangs armés se battent pour le contrôle des routes utilisées par les trafiquants vers le Tchad et le Soudan, faisant des centaines de morts. Les escarmouches autour de Tripoli entraînent fréquemment la fermeture des frontières avec la Tunisie. Le mois dernier, un gang armé a fait irruption dans le bureau du Premier ministre pour demander des arriérés de salaire.

Comme le démontre l'attaque contre le consulat américain, même à Benghazi, centre de la révolte contre Kadhafi, la situation est instable. Les constructions dans la ville sont au point mort depuis le départ l'an dernier de la quasi-totalité des 3,5 millions de travailleurs étrangers du pays. Le chômage domine et les emplois qui restent sont donnés à des immigrés très mal payés venant du Bangladesh et du Soudan.

Le gouvernement provisoire a établi le Comité suprême de sécurité (CSS) sous le contrôle du ministère de l'intérieur pour qu'il reprenne le contrôle des forces de sécurité aux milices. Le CSS prétend que 32 000 membres des forces de police de Kadhafi, qui en comptaient 88 000, ont repris le travail, constituant l'essentiel des 50 000 hommes qu'il affirme pouvoir aligner. 28 000 autres sont encore à l'entraînement, dont 13 000 en Jordanie.

Le CNT n'a été en mesure de reprendre le contrôle de l'aéroport international de Tripoli à une Brigade des milices de Zintan qu'en avril. Il a également arraché le contrôle de l'aéroport de Benita, en pleine ville, à Souq al-Juma, qui le "gardait" depuis août dernier. Mais sur l'aéroport de Benghazi, c'est toujours l'emblème des Martyrs de la Libye Libre qui flotte.

Lorsque le ministère a essayé de déployer les unités du CSS, il a provoqué la colère des forces armées les plus puissantes du pays, les milices qui contrôlent Misrata et Zintan. Leurs conseils municipaux insistent sur le fait que les milices doivent rester sous contrôle régional.

Les brigades craignent de perdre leurs revenus sous un régime de sécurité nationale unifiée, le CNT recrutant dans les rangs de l'ancien régime et confiant des contrats à compagnies de sécurité privées basées dans les pays de l'OTAN qui ont fait tomber Kadhafi. La firme britannique Aegis, qui a réalisé d'énormes profits grâce à ses contrats en Irak après l'invasion, cherche 5 milliards de dollars pour financer ses opérations de police des frontières libyennes.

Lorsque le représentant des nations unies Ian Martin a dit au Conseil de sécurité de l'ONU le mois

dernier que le CSS avait enregistré 60 000 à 70 000 miliciens, il a déclaré son inquiétude, en disant qu'il « était essentiel, cependant, que le comité ne devienne pas une force de sécurité parallèle. »

Le *Guardian* a mentionné l'exemple effroyable du chirurgien Salem Forjani, envoyé au principal centre médical de Tripoli par le ministre de la santé pour licencier le directeur de l'hôpital, accusé de se servir dans les fonds publics et d'avoir des liens étroits avec le régime Kadhafi. Forjani a été enlevé, enfermé et torturé par le CSS. Après cinq jours, il a été libéré sans être accusé de quoi que ce soit. Le ministre de la santé n'a pu obtenir aucune explication de la part du CNT. Le CNT n'a ni arrêté les ravisseurs, ni lancé d'enquête comme le demandait le ministre.

Le mois dernier, Amnesty International citait le cas de 20 détenus qui ont été déshabillés et battus à plusieurs reprises jusqu'à perdre conscience, puis ranimés et battus à nouveau, à la prison d'Ain Zara. Ils ont été laissés deux jours étendus sur un sol en béton sans matelas ni couverture.

Le CNT est passé de 9 à 86 membres, mais personne ne sait qui ils sont ni comment ils sont choisis. Ses réunions ont lieu en secret, ses votes ne sont pas publiés, et ses décisions ne sont annoncées que de temps en temps à la télévision. Personne ne sait ce qu'il advient des revenus du pétrole estimés à 5 milliards de dollars par mois, ni des 200 milliards de dollars d'investissements libyens.

La guerre de l'OTAN contre le régime de Kadhafi n'était que l'annonce d'une offensive américaine visant à prendre le contrôle de l'Afrique. Immédiatement après le lynchage de Kadhafi, les États-Unis ont annoncé qu'ils envoyaient des troupes vers quatre autres pays africains – la République centrafricaine, l'Ouganda, le Sud Soudan, et la République démocratique du Congo. L'AFRICOM, commandement africain de l'armée américaine, devrait mener 14 exercices militaires conjoints dans les pays africains en 2012, un nombre jamais atteint par le passé.

Tout cela n'aurait pas pu être réalisé sans se débarrasser de Kadhafi. Il était un obstacle à la pénétration américaine en Afrique. Il jouissait d'une influence considérable par l'intermédiaire de l'Union africaine (UA), jouant un rôle majeur dans son établissement dans les années 1990. Il était son plus grand contributeur et présida l'organisation en 2009-2010. La Libye a également fourni près de 150 milliards d'investissements en Afrique et proposait la création d'une Banque du développement de l'Union africaine qui aurait réduit la dépendance financière de l'Afrique envers l'occident.

C'est Kadhafi qui a empêché les États-Unis de trouver un quartier général pour l'AFRICOM en Afrique même, en offrant des liquidités et des investissements aux gouvernements africains et contraignant les États-Unis à l'installer à Stuttgart, en Allemagne. Maintenant, l'UA est remise au pas pour mener les aventures coloniales de Washington, ses forces s'intégrant dans l'AFRICOM.

Article original paru en anglais, [WSWS](#),

le 7 juin 2012

Jean Shaoul

[Mondialisation.ca](#),

Le 11 juin 2012

[wsws.org](#)

[Articles de Jean Shaoul publiés par Mondialisation.ca](#)

2 Sur le terrain

Au moins 23 morts en deux jours de combats.

Au moins vingt-trois personnes ont été tuées et des dizaines blessées en deux jours de combats entre la tribu des Toubous et des forces liées à l'armée libyenne à Koufra, dans le sud-est de la Libye, a-t-on appris dimanche de sources locales.

Selon le médecin toubou, Taher Wehli, 20 personnes de sa tribu ont été tuées, "dont des femmes et des enfants", tandis que le commandant de la brigade Bouclier de la Libye, Wissam Ben Hmid, a fait état de trois morts et 12 blessés parmi ses hommes.

Issa Abdelmajid, le chef des Toubous, a fait état quant à lui de 28 morts, appelant les Nations Unies à "faire pression sur le Conseil national de transition (CNT, au pouvoir en Libye) pour lever le siège sur les Toubous" qui font face, selon lui, à un "plan d'extermination".

Dr Wehli et M. Abdelmajid ont fait état de bombardements contre les quartiers Toubous de la ville avec des roquettes et des obus.

Un autre chef tribal des Toubous a confirmé que plus de 20 personnes avaient été tuées.

"La situation à Koufra est critique", a indiqué à l'AFP Hussein Sake, affirmant qu'il n'y avait qu'un hôpital de campagne pour les Toubous.

Le commandant Ben Hmid a indiqué de son côté que les combats étaient toujours en cours dimanche entre les Toubous et sa brigade.

En février, des combats entre les deux grandes tribus de la ville, les Toubous et les Zwei, avaient fait plus d'une centaine de morts des deux côtés en une douzaine de jours à Koufra, ville frontalière du Tchad, du Soudan et de l'Egypte.

Les autorités avaient alors envoyé la brigade Bouclier de la Libye, une force d'ex-rebelles, depuis Benghazi (est) pour s'interposer entre les deux parties.

Mais en avril, plus d'une dizaine de personnes avaient été tuées dans des combats entre les Toubous et cette brigade, considérée par les Toubous comme une milice "hors-la-loi".

Koufra est un passage stratégique pour les trafics en tout genre. Les tribus et groupes armés n'hésitent pas à recourir aux armes pour contrôler cette contrebande du désert.

<http://www1.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=21&frid=21&eid=67899>

3 Lutte pour la libération du territoire

3-1 [Une interprète libanaise de la CPI détenue en Libye pour "espionnage"](#).

Des documents "secrets" et une caméra auraient été retrouvés sur Helen Assaf, arrêtée avec trois autres personnes, dont une avocate australienne.

Selon la Cour pénale internationale (CPI), quatre membres de son personnel sont détenus depuis jeudi à Zenten, à 170 km au sud-ouest de Tripoli, où ils s'étaient rendus pour rencontrer le fils de Mouammar Kadhafi. Il s'agit de Melinda Taylor, avocate australienne, Helen Assaf, interprète libanaise, et de deux hommes, un Russe et un ressortissant espagnol, dont l'identité n'a pas été révélée.

Les quatre membres de l'équipe de la CPI sont détenus par d'anciens combattants rebelles qui avaient arrêté Seif al-Islam en novembre 2011 et qui le détiennent depuis dans leur ville de Zenten.

Ahmed Jehani, représentant de la Libye à la CPI, a précisé dimanche que seulement deux membres de l'équipe, Melinda Taylor et Helen Assaf, ont été arrêtés à Zenten, tandis que les deux hommes sont restés avec elles de leur propre gré.

Selon le responsable libyen, les deux femmes sont accusées d'"espionnage" et de "communication avec l'ennemi". "Melinda a été arrêtée parce qu'elle a été surprise en train d'échanger des documents avec l'accusé Seif al-Islam" et son interprète libanaise est considérée comme "complice", a-t-il souligné.

Des documents "secrets" auraient été retrouvés dissimulés sur Helen Assaf, rapporte The Tripoli Post dans son édition de lundi. "Les policiers ont également trouvé une caméra en possession de (l'interprète) qui est accusée d'avoir caché son identité en se présentant comme une infirmière", ajoute l'hebdomadaire anglophone libyen. L'un des documents retrouvés sur Helen Assaf serait une lettre écrite par Mohammed Ismaïl, l'ancien responsable des renseignements libyens sous Mouammar Kadhafi, ajoute The Tripoli Post, soulignant que l'homme est recherché par la justice libyenne.

Lundi, le ministre australien des Affaires étrangères Bob Carr a indiqué avoir été informé que Melinda Taylor ne se trouvait pas en prison, n'était pas en état d'arrestation, et qu'elle était en bonne santé. Elle "est détenue non pas par la milice ou les combattants de la liberté, mais par la police judiciaire comme on les appelle et elle est donc sous la responsabilité du procureur général de Libye", a ajouté le ministre. Canberra a envoyé en Libye son ambassadeur désigné dans ce pays, a de son côté affirmé la Première ministre australienne Julia Gillard.

"(Les quatre membres de la délégation de la CPI) ont été placés en détention préventive pour 45 jours dans le cadre de l'enquête", a indiqué un responsable du bureau du procureur général sous couvert de l'anonymat.

Les autorités libyennes, qui souhaitent juger chez eux le fils du dirigeant déchu, ont déposé le 1er mai une requête contestant la compétence de la CPI pour poursuivre Seif Al-Islam, seul fils de l'ancien dirigeant à être détenu en Libye.

11/06/2012

[http://www.lorientlejour.com/category/%C3%80+La+Une/article/763276/Une interprete libanaise de la CPI detenue en Libye pour %22espionnage%22.html](http://www.lorientlejour.com/category/%C3%80+La+Une/article/763276/Une_interprete_libanaise_de_la_CPI_detenue_en_Libye_pour_%22espionnage%22.html)

3-2 La CPI réclame la libération de ses 4 membres arrêtés jeudi.

Quatre membres du personnel de la Cour pénale internationale (CPI), dont une avocate de Seif al-Islam, sont détenus depuis jeudi en Libye où ils s'étaient rendus pour rencontrer le fils de Mouammar Kadhafi, a annoncé la CPI en réclamant leur libération.

Le représentant à la CPI de la Libye, Ahmed al-Jehani, avait annoncé plus tôt samedi à Tripoli que l'Australienne Melinda Taylor, qui travaille à la défense de Seif al-Islam, avait été arrêtée pour avoir tenté de lui remettre des documents représentant "un danger pour la sécurité de la Libye".

Seif al-Islam est détenu à Zenten, à 170 km au sud-ouest de Tripoli, depuis son arrestation en novembre 2011 par une brigade d'anciens combattants rebelles originaires de cette localité. La Libye et la CPI se disputent le droit de le juger.

Il est actuellement représenté par le chef du Bureau du conseil public pour la défense (OPCD), Xavier-Jean Keïta, désigné par la CPI, assisté par Mme Taylor, co-conseil. Contacté par l'AFP, Me Keïta n'a pas souhaité faire de commentaire dans l'immédiat.

La délégation de la CPI, qui compte des membres du greffe chargés de discuter avec Seif al-Islam de l'option de désigner un avocat de son choix, s'était rendue en Libye mercredi, a précisé la CPI dans un communiqué.

Seif al-Islam, 39 ans, longtemps présenté comme le successeur potentiel de son père, est visé par un mandat d'arrêt de la CPI pour crimes contre l'humanité commis pendant la répression de la révolte populaire qui s'est transformée en conflit armé et a provoqué la chute puis la mort du colonel Kadhafi en 2011.

Le président de la CPI, le juge Sang-Hyun Song, a exigé dans le communiqué "la libération immédiate de tous les membres du personnel détenus", exprimant sa préoccupation pour la sécurité des membres du personnel de la CPI, "en l'absence de tout contact avec eux". Le commandant de la brigade de Zenten, Ajmi al-Atiri, a affirmé samedi qu'une "infraction à la sécurité" avait eu lieu et que Me Taylor était détenue pour les besoins de l'enquête.

Selon M. Atiri, il y a eu à l'occasion de la visite un échange de documents non déclarés, parmi lesquels une lettre de Mohamed Ismaïl, ex-bras droit de Seif al-Islam et actuellement en fuite, une feuille blanche portant la signature du fils Kadhafi et une lettre non signée adressée à la CPI dans laquelle il assure qu'il n'y a pas "pas de gouvernement ni de loi en Libye" et qu'il est "maltraité".

Selon M. Jehani, Mme Taylor est détenue à Zenten "dans un lieu de résidence et non dans une prison" et est entendue par les autorités.

Un responsable du ministère libyen des Affaires étrangères, Mohammed Abdelaziz, a déclaré que la Libye allait demander à la CPI de lever l'immunité de l'avocate, afin qu'une enquête officielle puisse être menée : "Je pense que cette femme va rester avec nous pendant un moment, jusqu'à ce que l'imunité soit levée".

Un porte-parole du ministère australien des Affaires étrangères a confirmé dimanche que Me Taylor était détenue en Libye avec trois autres personnes. "Nous essayons d'avoir accès à elle mais nous n'avons pas réussi", a-t-il précisé, ajoutant que les autorités australiennes ignoraient qui détenait Mme Taylor et pourquoi.

Les autorités libyennes, qui souhaitent juger chez eux le fils du dirigeant déchu, ont déposé le 1er mai une requête contestant la compétence de la CPI pour poursuivre Seif Al-Islam, seul fils de l'ancien dirigeant à être détenu en Libye.

Outre la CPI, les autorités libyennes doivent aussi convaincre les responsables de Zenten de leur livrer Seif Al-Islam si elles entendent le juger. Selon M. Jehani, les ex-rebelles retardent son transfert à Tripoli à cause d'arriérés de soldes non perçus.

(La Rédaction

10 juin 2012 - Avec les agences de presse)

<http://www.assawra.info/spip.php?article183>

4 Politique

Les grandes manœuvres

4-1 Attaque contre la mission diplomatique américaine à Benghazi

La mission diplomatique américaine dans la ville libyenne de Benghazi (est) a été la cible mardi soir d'un engin qui a explosé sans faire de victime, a-t-on appris mercredi auprès de l'ambassade des Etats-Unis à Tripoli et d'une source des services de sécurité à Benghazi.

"Il y a eu une attaque hier soir contre le bureau des Etats-Unis à Benghazi", a indiqué à l'AFP un responsable de l'ambassade, précisant qu'il s'agit d'un "engin explosif improvisé" qui n'a pas fait de victimes.

"Les Etats-Unis déplorent l'attaque de leur mission diplomatique à Benghazi", a-t-il dit sous couvert de l'anonymat, ajoutant que l'ambassade a appelé les autorités libyennes à renforcer la sécurité autour de ses locaux en Libye.

Une source des services de sécurité à Benghazi a confirmé l'attaque, précisant qu'elle a été revendiquée par un groupe se présentant sous le nom de "Groupe du prisonnier Omar Abdel-Rahman", qui a laissé des tracts sur place, dans lesquels il menace les intérêts américains en Libye.

L'ambassade des Etats-Unis a indiqué qu'elle n'avait pas d'information au sujet d'une quelconque revendication.

Selon la source des services de sécurité, le Groupe du prisonnier Omar Abdel-Rahman, du nom du cheikh égyptien Omar Abdel-Rahman condamné à la prison à vie aux Etats-Unis, a également revendiqué une attaque à la roquette perpétrée le 22 mai contre les locaux du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Benghazi.

Le Conseil national de transition (CNT), au pouvoir en Libye depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi, a indiqué que les autorités tentaient d'obtenir plus d'information au sujet de l'attaque.

"Nous condamnons ces actes", a affirmé Mohammed al-Harizi, porte-parole du CNT.

Cette attaque intervient au lendemain de l'annonce par Washington de la mort du numéro deux d'Al-Qaïda, le Libyen Abou Yahya al-Libi, tué dans une attaque de drone au Pakistan.

Libi, considéré comme l'un des principaux théoriciens d'Al-Qaïda, était apparu à plusieurs reprises ces dernières années dans des messages vidéos du réseau extrémiste. En mars 2011, il avait exhorté les rebelles libyens à poursuivre leur offensive contre le régime Kadhafi.

Cheikh Omar Abdel-Rahman (73 ans), surnommé le "cheikh aveugle", a été condamné en 1995 à la prison à vie par la justice américaine pour des complots visant à attaquer des cibles new-yorkaises et à assassiner l'ancien président égyptien Hosni Mubarak.

Il a aussi été cité comme inspirateur des premiers attentats contre le World Trade Center, qui ont fait 6 morts et un millier de blessés en 1993.

(06 juin 2012 - par La Rédaction _ Avec les agences de presse)

<http://www.assawra.info/spip.php?article153>

4-2 [Un convoi de l'ambassade britannique attaqué à Benghazi.](#)

Un convoi de l'ambassade de Grande-Bretagne a été attaqué lundi à Benghazi, dans l'est de la Libye, annonce une porte-parole de la mission. «Aucun employé de l'ambassade n'est porté manquant.

Nous sommes en liaison étroite avec les autorités libyennes», a-t-elle déclaré. Il y a cinq jours, une bombe artisanale avait explosé devant un bâtiment diplomatique américain dans la capitale de Cyrénaïque, sans faire de victime.

11/06

<http://www.algerie1.com/flash-dactu/libye-un-convoi-de-lambassade-britannique-attaque-a-benghazi/>

5 Des Canons ... pas du beurre

5-1 [Les chars sont entrés dans le principal aéroport libyen.](#)

Une brigade armée a occupé lundi l'aéroport international de Tripoli, les vols sont déroutés vers l'aéroport militaire de Mitiga.

« La situation dans l'aéroport est très tendue, les chars ont encerclé les édifices, a déclaré un représentant du service de sécurité de Libye. On ne laisse entrer personne », écrit Chicago Tribune.

D'après les médias, l'aéroport a été pris d'assaut par la brigade de la ville de Tarhouna dans le nord de Libye qui exige la libération de l'un de ses chefs disparu il y a deux jours.

04/06/2012

http://french.ruvr.ru/2012_06_04/Libye-Tripoli-assaut/

6 Pays Arabes & voisins

1 Biélorussie

[Une confiance oubliée...](#)

Le 9 mai 2012, dans un message adressé au peuple et au parlement du pays, le président biélorusse Alexandre Loukachenko a évoqué le contenu d'un entretien avec Mouammar Kadhafi :

*"D'après ce que M.Kadhafi m'a dit lui-même lors de sa visite (à Minsk), **M.Sarkozy a bénéficié d'un financement à hauteur de 100 millions de dollars, et non de 50 millions de dollars, pour sa campagne électorale de 2007**".*

N.B Sarkozy a démenti ces allégations.

12/06/2012

2 Turquie

[La Turquie a conclu un accord avec la Libye pour l'achat de pétrole.](#)

La Turquie a conclu un accord pour l'achat d'un million de tonnes de pétrole libyen, a annoncé mardi son ministre de l'Énergie qui a fait état aussi de négociations avec l'Arabie Saoudite.

« Tüpras (principale compagnie pétrolière turque) a conclu un accord pour environ un million de tonnes avec la Libye », a indiqué Taner Yildiz, cité par l'agence de presse Anatolie. Il a précisé que son pays menait aussi des « négociations pour un accord à long terme avec l'Arabie Saoudite ».

Fin mai, Tupras avait réduit de 20% ses achats de brut iranien, sous la pression des américains qui veulent imposer des sanctions contre les institutions financières internationales achetant du brut à l'Iran, d'où la Turquie importe environ un tiers de son approvisionnement en pétrole.

La déclaration du ministre turc intervient au lendemain de l'annonce faite par la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton d'exempter sept pays, dont l'Inde, la Turquie et l'Afrique du Sud, des sanctions économiques visant les institutions important du pétrole iranien.

Ces pays s'ajoutent à 11 autres pays, dont la France, l'Allemagne ou le Japon, qui avaient déjà été exemptés en mars.

12/06/2012

<http://www.algerie1.com/flash-dactu/la-turquie-a-conclu-une-accord-avec-la-libye-pour-lachat-de-petrole/>

3 Tunisie

[Tunisie: divergences au sujet de l'extradition de l'ancien PM libyen.](#)

-Des divergences sont apparues mercredi à Tunis après l'annonce par le gouvernement de l'extradition "dans les semaines à venir" de l'ancien Premier ministre libyen Baghdadi Mahmoudi, actuellement détenu en Tunisie.

Le porte-parole de la présidence tunisienne Adnène Maner a implicitement contesté cette décision gouvernementale, faisant valoir qu'elle est en dernier ressort de la compétence du chef de l'Etat. Dans une déclaration à l'agence officielle TAP, M. Maner a noté que seulement "un accord de principe" a été conclu entre Tunis et Tripoli et que l'extradition de M. Mahmoudi demeure soumise à plusieurs conditions.

"La Tunisie ne va pas extraditer Baghdadi Mahmoudi, dernier Premier ministre libyen sous le régime de Kadhafi, sauf si la Libye fournit les garanties d'un procès équitable", a-t-il insisté.

23/05/2012

<http://french.irib.ir/info/afrique2/item/190144-tunisie-divergences-au-sujet-de-l-extradition-de-l-ancien-pm-libyen>

NBNdlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

5-1 VIDEO : sarkozy-a-menace-de-mort-les-presidents-africains-qui-negociaient-entre-kadhafi-et-le-cnt
Vous trouverez dans le lien ci-après les interventions M Robert Charvin, juriste et M Nils Andersson, analyste géopolitique, la responsabilité de protéger et guerres "humanitaires» cas de la Libye
http://www.tchape.org/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=14&Itemid=35&lang=fr
<http://tsimokagasikara.wordpress.com/2012/06/05/sarkozy-a-menace-de-mort-les-presidents-africains-qui-negociaient-entre-kadhafi-et-le-cnt/>

5-2 Vidéo la bande-annonce du film de Bernard-Henri Lévy,
"Le Serment de Tobrouk"
http://www.youtube.com/watch?v=3E37jv8aisw&feature=player_embedded

"Le serment de Tobrouk" de BHL: le petit imposteur juif-sioniste et américain a encore frappé!
Projeté à Cannes lors du festival la semaine dernière, en salle la semaine prochaine, le nouveau film de Bernard-Henri Lévy "Le serment de Tobrouk" déclenche d'ores et déjà les commentaires habituels par rapport à ses productions.
Commentaires élogieux des directeurs de rédaction et éditorialistes, goguenards ou hostiles sur la toile. Comme pour son livre sur le même sujet, il est probable que le public ne se précipite pas pour aller voir ce documentaire, malgré le battage médiatique "king size" d'ores et déjà organisé.
L'homme qui a "changé l'histoire", rien que ça
Même les thuriféraires de BHL admettent qu'il en fait un peu trop pour se mettre en avant dans ce documentaire. C'est dire ! Mais le message qu'ils veulent faire passer est de reconnaître sa contribution essentielle et positive au changement du cours de l'histoire dans l'affaire libyenne. Sur le site de "The Weinstein Company" qui va distribuer le film aux États-Unis, on peut lire "il montre comment les idées et les convictions peuvent changer le cours de l'histoire à travers une intervention humanitaire et politique qui aurait sinon paru impossible".
Nul ne peut nier que Bernard-Henri Lévy a participé à la sensibilisation du public face au massacre annoncé sur Benghazi. Mais si l'on regarde d'un peu plus près, sans se contenter d'une approche manichéenne ou "cirage de pompes", on peut voir que la situation est plus complexe que la présentation d'une population libyenne sauvée par l'intervention d'un philosophe ayant accès au pouvoir politique et inversant, par son action providentielle, le cours de l'histoire.
Une réalité bien plus complexe
Il faut tout d'abord se rappeler que Bernard-Henri Lévy avait fortement plaidé pour que l'intervention en Libye ait lieu sans le feu vert du Conseil de sécurité qu'il jugeait impossible à obtenir. Heureusement qu'Alain Juppé et les diplomates, que BHL méprise, ont obtenu le vote de la résolution 1973 au Conseil de sécurité.
Loin d'une guerre qui devait durer quelques jours, les combats pour mettre fin au règne de Kadhafi ont pris sept mois. Qui peut imaginer que la France et la Grande-Bretagne auraient pu mener des opérations militaires si longtemps sans un mandat du Conseil de sécurité ? À suivre la voie proposée par Bernard-Henri Lévy, nous nous serions retrouvés dans la même situation qu'en 1956 lorsque Paris et Londres sont intervenus conjointement à Suez. On se rappelle que ce fut un énorme désastre diplomatique, et à une époque où la suprématie occidentale était indiscutable, ce qui n'est plus le cas.
Par ailleurs, le sens de la résolution 1973 a été modifié en cours de route. Nous sommes passés de la responsabilité de protéger à celle du changement de régime, bref, une ingérence classique. Si tout le monde peut se féliciter de voir Kadhafi renversé, les conditions de ce renversement ont des conséquences stratégiques importantes et négatives.

Désormais, il est tout simplement devenu quasiment impossible d'évoquer de nouveau cette responsabilité de protéger. C'était pourtant un concept novateur qui permettait d'échapper à l'alternative ingérence-impuissance. Les Russes et les Chinois, qui ont été dupés après avoir laissé adopter la résolution 1973, s'opposent désormais à ce qu'elle soit évoquée de nouveau. La population syrienne en paye un prix lourd pour le moment. Par ailleurs, Bernard-Henri Lévy, qui s'est fait accompagner de deux Syriens à Cannes, oublie le message que lui ont envoyé les responsables de l'opposition syrienne il y a quelques mois. Alors qu'il voulait faire une OPA sur elle, ils lui ont dit "M. Bernard Henri Lévy épargnez-nous votre soutien", et ils viennent de renouveler ce message.

La situation actuelle

Kadhafi renversé, non pas par une révolution mais à l'issue d'une guerre civile dans laquelle un camp était soutenu par une intervention militaire extérieure, la situation en Libye est bien différente de ce qu'elle peut être en Tunisie et en Égypte. La force militaire continue d'être l'atout majeur de la conquête de l'exercice du pouvoir. Il y a des risques de sécession et d'affrontements internes armés. Les atteintes aux droits de l'homme et les tortures continuent d'y être pratiquées à une grande échelle. Amnesty International et Médecins sans frontières, qui ont peut-être plus de légitimité à parler des droits de l'homme que Bernard-Henri Lévy, ont dénoncé ces pratiques et de ce fait mis fin à leurs activités en Libye. On pourrait ajouter les multiples exactions dont ont été victimes les Africains subsahariens sans que cela ne suscite beaucoup de réactions.

Au-delà de la Libye, le Mali a été très fortement affecté par les conditions de la chute du régime Kadhafi. Ce pays, qui était un modèle démocratique, est pris au tourment de la sécession de la guerre civile et des violences politiques.

La reconnaissance unilatérale prématurée du Conseil National de Transition (CNT) par la France a par ailleurs mis à mal l'unité européenne à un moment où elle n'avait pas besoin de cela.

Ego trip et manipulation

On peut également parier que le documentaire ne contient pas l'aveu pour le moins étonnant fait par Bernard-Henri Lévy à la Convention nationale du CRIF l'hiver dernier, disant qu'il avait agi dans cette affaire en pensant à Israël : "J'ai porté en étendard ma fidélité à mon nom et ma fidélité au sionisme et à Israël [...] C'est en tant que juif que j'ai participé à cette aventure politique, que j'ai contribué à définir des fronts militants, que j'ai contribué à élaborer pour mon pays et pour un autre pays une stratégie et des tactiques."

Bref, l'enjeu du débat sur le "Serment de Tobrouk" ne porte pas seulement sur l'égo puéril et ridicule de BHL. Il porte sur une information respectueuse du public sur des sujets stratégiques essentiels. Le problème de BHL n'est pas qu'il ait l'âge mental d'un enfant de huit ans doté de moyens financiers colossaux lui permettant de réaliser ses caprices. C'est la manipulation de l'information à laquelle il se livre.

*Directeur de l'IRIS

N-B: le titre est de TSS

6 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

Soufiane BEN FARHAT : La bannière US, l'étoile de David et le Croissant.

> Bernard-Henri Lévy a encore fait son numéro à Cannes. Avant-hier, il a revisité la Croisette avec Le Serment de Tobrouk. Un film, à l'en croire, sur une «ingérence réussie» en Libye. Il le présente aussi comme une «grille de lecture» pour la situation en Syrie. «Ce film, a-t-il assuré, raconte l'histoire, unique dans l'histoire contemporaine, d'une ingérence réussie».

> Bernard Henri-Lévy a arboré le V de la victoire accompagné d'une femme voilée moulée dans ses habits étroits et provocateurs et d'hommes cagoulés. Il a rendu hommage à l'occasion à la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, au Premier ministre britannique David Cameron et à Nicolas Sarkozy qui «aura eu, dans ces huit mois de guerre, une attitude exemplaire et rare». Et c'est tout dire.

> Israël, les militaires américains et leurs hommes-liges peuvent jubiler. Mais il y a certainement un homme à qui cela passe au travers de la gorge. En fait, les compliments de Bernard-Henri Lévy, Nicolas Sarkozy n'en a cure. N'a-t-il pas été «dégagé» de la présidence française comme certains chefs d'Etat

arabes ? Et en raison, entre autres, de l'engagement militaire français en Libye ?

> Les choses sont ainsi faites. D'abord, les massacres et les destructions de pays entiers. Puis les philosophes-ténors du complexe militaro-industriel portent smoking et papillon et posent devant les caméras dans les festivals de cinéma. Nouveau modus operandi de ceux qui contrôlent le monde comme une redoutable pieuvre. Ses tentacules sont claires-obscures, ses desseins non dissimulés.

> L'humanité fait les frais du chamboulement de l'ordre des valeurs. La «victoire» en Libye a balisé la voie du terrorisme généralisé et à ciel ouvert. Jadis interdite d'accès en Libye, Al Qaïda y a déjà pignon sur rue. Elle menace les pays voisins et a dressé ses phalanges et ses campements au Sahel et au nord du Mali.

> Nous ne sommes guère loin des situations explosives qui président aux conflagrations généralisées. En 1929, Hermann Heller avait décrit la dissolution de l'ordre de valeurs universellement accepté qui avait frappé de plein fouet les démocraties européennes : «En l'absence d'une communauté de valeurs politiques, il n'y a ni volonté politique commune, ni communauté légale. Les racines les plus profondes de la crise politique en Europe sont cachées dans la dissolution de cette communauté de valeurs». Cette crise avait débouché sur le triomphe du nazisme et du fascisme et sur les affres de la Seconde Guerre mondiale.

> Aujourd'hui, on nous présente les avant-goûts de la nuit et du brouillard sous les auspices d'une prétendue nouvelle «ingérence réussie» en Syrie. Le monde arabe est déjà à genoux. Il s'apprête à replonger dans une longue nuit particulièrement obscure et glaciale. Pourtant, Bernard Henri-Lévy veut aller encore plus loin. Ses pourvoyeurs de mission veulent Damas. Avec toute sa symbolique. Après Bagdad, Kaboul et Tripoli, les divisions de l'Otan veulent marcher sur Damas. Israël guette et attend son moment de vengeance contre le pays des Omeyyades, après avoir sablé le champagne suite à la destruction de l'Irak, contrée de Nabuchodonosor et des Abbassides.

> L'histoire se répète sous forme de tragédie. Les espoirs du Printemps arabe sont battus en brèche. L'axe américano-sioniste-arabo-sunnite instrumentalise les espoirs et les rêves nés de la Révolution tunisienne. Comme il y a eu, jadis en Europe, l'alliance entre le sabre et le goupillon, il y a aujourd'hui l'union sacrée de la bannière étoilée, du Croissant du Golfe et de l'étoile de David. Avec serment en prime.

> Les marchands d'armes et de morts, eux, se frottent les mains.

> Décidément, Bernard Henri-Lévy campe bien son rôle.

>Commentaire : Numéro au Festival de Cannes

Soufiane BEN FARHAT

<http://www.lapresse.tn/27052012/50393/la-banniere-us-letoile-de-david-et-le-croissant.html>

7 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Dan GLAZEBROOK ; Libye, Afrique et Africom : une catastrophe en cours.

La destruction du pouvoir régional indépendant qu'était la Libye a pavé la route pour la reconquête militaire de l'Afrique.

L'étendue de la tragédie que l'OTAN et ses alliés ont engendrée en Libye devient de plus en plus tristement évidente avec chaque jour qui passe. Les estimations sur le nombre des victimes varient, mais il semble qu'il y en ait eu au moins 50 000 ; à vrai dire, le ministère de la Défense britannique se vantait déjà en mai dernier que [la massacre avait fait 35 000 morts](#). Mais ce chiffre ne cesse d'augmenter. La destruction des forces de l'état par le blitzkrieg Anglais, Français et Etasunien a laissé le pays dans un état de totale anarchie - au pire sens du terme.

Les anciens "rebelles", qui n'avaient rien d'autre pour les unir que la volonté temporaire de servir de soldats au sol à l'OTAN, se retournent les uns contre les autres. [147 ont été tués](#) au cours d'un conflit interne dans le sud de la Libye plus tôt dans l'année, et ces dernières semaines des bâtiments gouvernementaux - [dont les quartiers du premier ministre](#) - ont été attaqués par des "rebelles" qui réclamaient leurs salaires. [1,4 milliards de dollars](#) leur ont déjà été versés - ce qui prouve une fois de plus que c'étaient les forces coloniales de l'OTAN, et non Kadhafi, qui employaient des "mercenaires" - mais les règlements ont été suspendus le mois dernier à cause du népotisme généralisé. La corruption devient générale - [2,5 milliards de revenus](#) du pétrole qui devaient être remis au trésor public se sont évanouis. Les ressources libyennes sont maintenant pillées à la fois par les multinationales pétrolières et par une

poignée de familles issues des [nouvelles élites du pays](#) ; un schéma néocolonial classique. L'utilisation des ressources pour de grands projets d'infrastructure comme la Grande Rivière Artificielle (1) ainsi que la hausse massive du niveau de vie des habitants pendant les quatre dernières décennies (l'espérance de vie des Libyens est passée [de 51 à 77 ans](#) depuis l'arrivée au pouvoir de Kadhafi en 1969) ne sont apparemment déjà plus que des souvenirs, hélas.

Mais malheur à celui qui oserait le dire aujourd'hui. Il a été décidé il y a longtemps qu'[aucun partisan de Kadhafi ne serait autorisé à participer aux élections](#) à venir mais des décisions encore plus drastiques viennent d'être prises. [La loi 38](#), que le nouveau gouvernement imposé par l'OTAN a votée le mois dernier, a créé un nouveau crime : la "glorification" de l'ancien gouvernement ou de son leader est punie d'une peine qui peut aller jusqu'à l'emprisonnement à vie. Un commentaire aussi vague que de dire que les choses allaient mieux sous Kadhafi tombe-t-il sous le coup de la loi ? La loi est volontairement assez vague pour permettre toutes les interprétations. C'est la porte ouverte à la persécution étatique institutionnalisée.

La loi 38 est encore plus révélatrice du mépris du gouvernement pour l'état de droit - un gouvernement, souvenez-vous, qui n'a toujours pas le moindre mandat populaire et dont le seul pouvoir repose sur les forces armées coloniales. Cette loi accorde l'immunité à tous ceux qui ont commis des crimes dans le but "de promouvoir ou de protéger la révolution". Les responsables [du nettoyage ethnique de Tawergha](#) - telle que "la brigade pour purger le pays des noirs" comme elle s'est elle-même nommée - peuvent tranquillement continuer [leur chasse aux réfugiés de la ville](#) sachant qu'ils ont la loi de leur côté. Les [responsables des massacres de Syrte](#) et d'ailleurs n'ont rien à craindre. Ceux qui ont participé à la torture généralisée des prisonniers peuvent continuer à le faire en toute impunité -tant que cela "protège la révolution" - autrement dit tant que cela maintient la dictature de l'OTAN et du Conseil National de Transition (CNT).

Voilà la Libye d'aujourd'hui : la guerre civile y fait rage, les ressources sont pillées, la société s'effondre et le fait d'exprimer le regret du temps où la Libye était prospère et en paix est puni comme un crime tandis que le lynchage et la torture ne sont pas seulement permis mais encouragés.

De plus le désastre a dépassé les frontières. La déstabilisation de la Libye s'est propagée au Mali où elle a engendré un coup d'état et la fuite d'innombrables réfugiés - notamment parmi les noirs immigrés en Libye - vers les pays voisins ; ces réfugiés en essayant d'échapper à la fois aux attaques aériennes et au lynchage ont ajouté aux difficultés économiques d'autres pays. De nombreux [combattants libyens](#) qui ont fini leur travail en Libye sont maintenant transférés en Syrie par leurs maîtres impérialistes pour y répandre aussi leur violence sectaire.

Et chose plus inquiétante encore pour le continent africain, AFRICOM - le commandement militaire étasunien - progresse dans le sillage de l'agression contre la Libye. Ce n'est pas par hasard que seulement un mois après la chute de Tripoli - et au cours du mois où Kadhafi a été assassiné (octobre 2011) - les Etats-Unis ont annoncé qu'ils [envoyaient des troupes](#) dans pas moins de quatre pays africains -la République Centre Africaine, l'Ouganda, le Sud-Soudan et la République Démocratique du Congo. Et AFRICOM vient d'annoncer [14 importantes manoeuvres militaires conjointes](#) dans les pays africains en 2012, ce qui ne s'était jamais vu. La reconquête militaire de l'Afrique est en bonne voie.

Rien de tout cela n'aurait été possible avec Kadhafi au pouvoir. En tant que fondateur, principal donateur et ancien président élu de l'Union Africaine, il exerçait une grande influence sur le continent. C'est en partie grâce à lui que les Etats-Unis ont été forcés d'installer le quartier général d'AFRICOM à Stuttgart en Allemagne quand l'organisme a été créé plutôt qu'en Afrique ; ils avaient offert de l'argent et des investissements à des gouvernements africains mais ces derniers ont refusé d'accueillir leurs bases. On estime que la Libye du temps de Kadhafi avait investi à hauteur de 150 milliards de dollars en Afrique et la proposition libyenne, avec un apport de [30 milliards de dollars](#) à la clé, de mettre en place une Banque de développement de l'Union Africaine aurait sérieusement diminué la dépendance financière de l'Afrique à l'Occident. Bref, la Libye de Kadhafi était le seul obstacle notable à la pénétration d'AFRICOM en Afrique.

Maintenant qu'il n'est plus, AFRICOM met les bouchées doubles. L'invasion de l'Irak et de l'Afghanistan ont montré les guerres qui faisaient des victimes occidentales n'étaient pas populaires en Occident ; AFRICOM est conçu pour que, dans les guerres coloniales qui seront lancées contre l'Afrique, ce soient les Africains eux-mêmes qui se battent et meurent et non des Occidentaux. Les

forces de l'Union Africaine doivent être intégrées à AFRICOM sous commandement étasunien. Kadhafi ne l'aurait jamais accepté ; c'est pourquoi il devait être éliminé.

Et pour avoir une idée de ce que sera l'Afrique sous la tutelle d'AFRICOM, il suffit de regarder la Libye, le modèle africain de l'OTAN : un état condamné à des décennies de violence et de traumatisme et complètement incapable de nourrir sa population et de contribuer à l'indépendance de la région ou du continent.

Il faut absolument mettre un terme immédiat au nouveau colonialisme militaire en Afrique.

Dan GLAZEBROOK

(Counterpunch)

Pour consulter l'original: <http://www.counterpunch.org/2012/05/25/libya-africa-and-afri...>

Notes : 1. http://fr.wikipedia.org/wiki/Grande_Rivi%C3%A8re_Artificiell...

Traduction : Dominique Muselet pour LGS

URL de cet article 16793

<http://www.legrandsoir.info/libye-afrique-et-africom-une-catastrophe-en-cours-counterpunch.html>

8 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

8-1 Badis Guettaf L'Afrique et ses prétendants.

Soudan, Libye, Mali... démembrement, déstabilisation, dépeçage, pressions de toutes sortes, notre terre africaine aura-t-elle fini un jour de subir la férocité impérialiste ? Il faudra bien, mais rien ne se profile. L'année dernière en Zambie, à la même période, Hillary Clinton, la secrétaire d'Etat des Etats-Unis, s'est répandue en conseils aux Africains. Cependant que l'OTAN n'en avait pas encore terminé avec la Libye qui n'était pas, de ce fait, concernée par la virée de la conseillère impériale, forte des menaces qu'elle draîne dans son sillage, l'air de rien, a eu des couplets croustillants, dont celui-ci : «Nous ne voulons pas voir un nouveau colonialisme en Afrique. Nous ne voulons pas voir (les investisseurs) saper la bonne gouvernance en Afrique». Et il ne faut pas croire qu'elle s'en est tenue aux euphémismes. Elle a nommément désigné la Chine, qui grignote dangereusement le continent, tout en réduisant la part convoitée par les entreprises et les spéculateurs occidentaux. En termes d'alternative au géant asiatique, la Clinton affirme qu'il y a plus «de leçons à tirer des États-Unis et des démocraties». D'après elle, en substance, l'Afrique doit rester dans le giron de ceux qui l'ont colonisée, plus précisément dans celui de leur parrain, décidé à manifester sa présence au détriment de ses vassaux. Elle met, tout de même, la forme en ne donnant pas d'ordre évident, en faisant part, simplement, de son «vouloir», sur un ton qui se veut attentionné. On serait sur le point d'y voir une touchante préoccupation, une préoccupation désintéressée et le souci de voir les Africains être «bien gouvernés». Mais elle parle de «leçons à tirer» à des gens qui ont tiré plus de leçons qu'il n'en faut, et pas du tout du «nouveau colonialisme», mais du colonialisme réel et de ses prolongements, toujours en vigueur. Dans l'actualité brûlante, il n'y a qu'à se référer à la Libye qui vient d'être «démocratisée» et qui jouit de la gouvernance certifiée par les «Etats-Unis et les démocraties», sans préjudice du prix qu'elle a dû payer pour ce sublime privilège. Plus bas dans la hiérarchie, le nouveau président français, François Hollande, annonce «mettre fin à la Françafrique», pour peu qu'il en reste assez, depuis que de plus puissants l'ont investie. Il dit aussi qu'il va «traiter d'égal à égal» avec les Africains, pour peu qu'il puisse se permettre de rivaliser avec plus puissants, dans le domaine. Mais il reste très peu crédible, même avec un statut fortement écorné. Lui et son parti ont été de toutes les entreprises néocoloniales, en votant et en soutenant toutes les initiatives guerrières contre les pays qui voulaient justement «traiter d'égal à égal» et qui refusent les «conseils» de la «communauté internationale». De plus, pour ne rien gâcher, le président frais émoulu, n'a pas trouvé mieux que de convoquer Jules Ferry. Celui qui pensait tout haut que «les races supérieures ont le devoir de civiliser les races inférieures». Il aurait pu s'en passer, car maintenant que c'est fait, il lui sera difficile de justifier son peu de perspicacité sur la question. Parler de l'école n'oblige pas de risquer de jeter le doute sur son idéologie profonde. A moins qu'il soit possible d'arriver à la tête de l'une des nations les plus cultivées du monde et de traîner des tares aussi profondes, en matière de subtilité, soi-même et son armée de conseillers et de collaborateurs.

9 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

Manlio Dinucci : [Que le colonialisme était beau...](#)

A Rome, on a ignoré le centenaire de l'occupation coloniale italienne de la Libye. En revanche il a été célébré le 8 octobre à Tripoli, par le président du Cnt Mustapha Abdel Jalil et par le ministre de la défense Ignazio La Russa (*ex dirigeant néofasciste, à présent un des dirigeants du parti du gouvernement présidé par S. Berlusconi, NdT*). L'ère du colonialisme italien, a déclaré Jalil, a été pour la Libye « une ère de développement ». En effet, « le colonialisme italien apporta des routes et des édifices très beaux aujourd'hui encore à Tripoli, Derna et Benghazi ; il apporta le développement agricole, des lois justes et des procès justes : tout cela, les Libyens le savent très bien ». « Relecture historique » hautement appréciée par le ministre La Russa : « L'histoire coloniale européenne, nous la connaissons bien, y compris avec ses ombres, mais l'Italie a laissé derrière elle un signe d'amitié ». Il s'agit, à ce point, de réécrire nos livres d'histoire. Si en 1911 l'Italie occupa la Libye avec un corps expéditionnaire de 100mille hommes, elle le fit non pas avec des objectifs expansionnistes mais parce que, en tant que nation civilisée, elle voulait ouvrir au pays africain « une ère de développement ». Si, peu après le débarquement, l'armée italienne fusilla et pendit 5mille Libyens et en déporta des milliers, en étouffant dans le sang la première révolte populaire, elle le fit pour appliquer « des lois justes ». Pour imposer la légalité, et non pas pour écraser la résistance libyenne, la moitié de la population de Cyrénaïque, 100mille personnes environ, fut déportée en 1930 dans une [Lire la suite](#)

quinzaine de camps de concentration, tandis que l'aviation italienne bombardait les villages restants avec des armes chimiques, et que la région était enfermée avec un barrage de barbelés long de 270 Kms. Et quand le chef de la résistance, Omar Al Mukhtar, fut capturé en 1931, il fut soumis à un « procès juste » : la condamnation à la pendaison fut donc légitime. Selon Jalil, « les routes et les très beaux édifices » furent construits par l'Italie fasciste non pas pour la colonisation démographique de la Libye, mais pour que les Libyens vivent mieux. Et si les terres les plus fertiles, environ 900mille hectares, furent confisquées par les autorités coloniales, en reléguant les populations dans des terres arides, on ne le fit pas pour les donner aux colons italiens, mais pour « le développement agricole » de la Libye. « Kadhafi par contre a été à l'exact opposé, il n'a apporté aucun développement, il n'a pas utilisé les richesses de la Libye pour son peuple », conclut Jalil, en ignorant qu'il a lui-même fait partie du gouvernement à qui il attribue la faute d'avoir bloqué le « développement » apporté par le colonialisme italien en Libye. En ignorant que, selon les données de la Banque mondiale même, la Libye, avant d'être attaquée par l'OTAN, avait atteint « des indicateurs élevés de développement humain », avec une croissance annuelle moyenne du PIB de 7,5%, un revenu par habitant moyen-haut, un accès à 100% à l'instruction de niveau primaire, à 98% en secondaire, et à 46% à l'université. Mais, selon Jalil, on vivait mieux avant, quand la Libye était sous le colonialisme italien, et quand succéda à celui-ci, avec le roi Idris, la domination néocoloniale britannique et étasunienne. Le message politique est clair : le gouvernement qu'il préside assurera à la Libye une « nouvelle ère de développement ».

Comme celle que célébra Mussolini en 1937 quand, sur son cheval blanc du haut d'une dune, il leva vers le ciel l'épée à la garde d'or, en se proclamant « protecteur de l'Islam ». Un souvenir qui émeut La Russa aux larmes.

Manlio Dinucci

Edition de mardi 11 octobre 2011 de *il manifesto*

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20111011/manip2pg/14/manip2pz/311415/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://guerre.libreinfo.org/component/content/article/706-colonialisme-libye.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19

Ouvrir la carte de Libye ?

cliquer sur :

http://maps.google.be/maps?hl=fr&xhr=t&q=carte+de+libye&cp=12&bav=on.2,or.r_gc.r_pw.&biw=1016&bih=559&wrapid=tjlp1314001217203022&um=1&ie=UTF-8&hq=&hnear=0x13a892d98ece010d:0xfa076041c7f9c22a,Libye&gl=be&ei=ihFSTrDpNqP24QSK-ICvDQ&sa=X&oi=geocode_result&ct=image&resnum=1&sqi=2&ved=0CCYQ8gEwAA